

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/REG/W/19**

17 novembre 1997

(97-5031)

**Comité des accords commerciaux régionaux**

Original: anglais

## COMMUNICATION DE HONG KONG, CHINE

Hong Kong, Chine a fait parvenir au Secrétariat la note informelle ci-après concernant les expressions "les autres réglementations commerciales" et "pour l'essentiel des échanges commerciaux" en demandant qu'elle soit distribuée à tous les Membres de l'OMC.

### Introduction

1. La présente note met l'accent sur certaines questions importantes en rapport avec les expressions "les autres réglementations commerciales" et "pour l'essentiel des échanges commerciaux". Elle est présentée à titre de contribution aux délibérations du Comité et ne préjuge pas de la position des délégations sur l'un quelconque des points à l'examen. Elle porte sur ces deux concepts tels qu'ils sont utilisés à l'article XXIV du GATT, mais des questions similaires peuvent se poser à propos de l'article V de l'AGCS.

### Article XXIV et principe NPF

2. Les deux concepts susmentionnés figurent au paragraphe 8, qui est la clause de l'article XXIV du GATT qui contient les définitions. Les unions douanières et les zones de libre-échange doivent satisfaire au moins à tous les critères pertinents définis à l'article XXIV:8 afin d'être exemptées des obligations au titre du GATT qui sinon empêcheraient leur formation.

3. La plus importante de ces obligations est la règle NPF formulée à l'article premier du GATT. L'article XXIV constitue une exception à la règle NPF et devrait être reconnu comme tel dans l'analyse de toute question qui le concerne. Par conséquent, les dispositions de l'article XXIV devraient être interprétées de façon restrictive afin de ne pas mettre en danger la règle NPF.

### Accords "tolérés" par le GATT/l'OMC

4. Il a été avancé que les arrangements commerciaux régionaux existants qui avaient été examinés par un groupe de travail de l'OMC étaient désormais "tolérés" par le GATT/l'OMC et qu'ils devraient être pris en compte lorsqu'il s'agissait de décider ce qui était compatible avec le GATT/l'OMC, et par conséquent d'interpréter l'article XXIV.

5. Ce point de vue pose des problèmes car:

- le plus souvent, les rapports des groupes de travail n'ont pas été concluants;
- lorsqu'ils ont été adoptés, leur statut juridique, et par conséquent leur valeur, ne sont pas clairs; et

- de toute manière, les droits des Membres de l'OMC au titre de l'article XXIII du GATT sont préservés.

Si la compatibilité d'un accord commercial régional avec les règles du GATT/de l'OMC est mise en doute, seul le recours à la procédure de règlement des différends de l'OMC permettra d'obtenir une décision à ce sujet.

#### "Les autres réglementations commerciales"

6. L'expression "les autres réglementations commerciales" apparaît à trois reprises au paragraphe 8: deux fois aux alinéas a) i) et b) où elle est suivie du mot "restrictives"; et une fois à la ligne alinéa a) ii) telle quelle.

#### Régime interne

7. Les alinéas 8 a) i) et b) portent sur le régime interne d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange. Selon un point de vue, la liste des exceptions en ce qui concerne les "droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives" qui figure entre parenthèses (articles XI, XII, XIII, XIV, XV et XX du GATT) est exhaustive. Cette interprétation, si elle est acceptée, aura des conséquences graves sur l'intégrité de l'obligation NPF énoncée à l'article premier et dans d'autres articles du GATT. Par exemple, elle pourrait donner à penser qu'un membre d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange est habilité à exempter d'autres membres d'une mesure qu'il prendrait au titre de l'article XIX. Une interprétation plus convaincante, conforme à l'analyse faite au paragraphe 3 ci-dessus, serait que cette liste est indicative et non exhaustive.

8. On peut cependant faire valoir que l'expression "pour l'essentiel des échanges commerciaux" signifie qu'une fraction des échanges internes peut ne pas relever du régime interne applicable. En d'autres termes, l'élimination des droits de douane et des restrictions ne doit pas nécessairement concerner la totalité des échanges commerciaux portant sur les produits originaires des territoires des parties à l'accord commercial régional.

#### Régime externe

9. L'alinéa 8 a) ii) porte sur l'harmonisation des régimes de commerce extérieur des membres d'une union douanière. Le sens de l'expression "les autres réglementations commerciales" à cet alinéa diffère considérablement de celui qu'elle a aux alinéas 8 a) i) et b), en effet:

- à l'alinéa 8 a) ii), ce concept couvre un plus large éventail de réglementations dans la mesure où le terme "restrictives" n'est pas utilisé. Ainsi, toutes les formalités relatives à l'importation et à l'exportation, qui ne sont pas censées être restrictives, sont aussi visées;
- à l'alinéa 8 a) ii), il est dit que les droits de douane et autres réglementations sont identiques en substance alors qu'aux alinéas 8 a) i) et b) il est dit que les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives sont éliminés pour l'essentiel des échanges commerciaux.

10. Il est donc manifeste que:

- l'alinéa 8 a) ii) n'établit pas de distinction entre les réglementations commerciales "restrictives" et les réglementations commerciales "non restrictives". En d'autres termes, pour les membres d'une union douanière l'obligation d'appliquer à l'extérieur

les mêmes réglementations commerciales "restrictives" n'est pas plus stricte qu'en ce qui concerne les réglementations commerciales "non restrictives";

- l'alinéa 8 a) ii) a davantage pour objet de qualifier l'incidence des droits de douane et des réglementations commerciales que la proportion des échanges concernés.

11. On peut aussi faire valoir que, du fait de l'utilisation de l'expression "en substance", une partie des droits de douane et des réglementations commerciales est exemptée de l'application de cette disposition. En d'autres termes, l'harmonisation totale du régime extérieur n'est pas exigée.

12. Une question fondamentale qui se pose est celle de savoir si l'harmonisation devrait se faire dans un certain sens et, dans ce cas, s'il faudrait y parvenir par un abaissement ou un relèvement des obstacles mis en place que les membres d'une union douanière appliquent aux échanges. On trouve une réponse à cette question à l'article XXIV:4 qui dispose que l'établissement d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange ne doit pas avoir pour objet "d'opposer des obstacles au commerce d'autres parties contractantes avec ces territoires". Il peut également être fait référence au Mémorandum d'accord de l'OMC sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994 qui précise que "les parties qui concluent de tels accords ou en élargissent la portée doivent dans toute la mesure du possible éviter que des effets défavorables n'en résultent pour le commerce d'autres Membres".

13. Respecter une telle directive signifie soit harmoniser le régime extérieur au niveau des obstacles les plus bas maintenus par les membres de l'union douanière soit accepter que l'harmonisation totale ne soit pas envisagée.

#### "Pour l'essentiel des échanges commerciaux"

14. Le sens de l'expression "pour l'essentiel" n'est pas clair. Elle signifie de toute évidence moins que la totalité, mais presque la totalité, mais on ne voit pas bien à quoi "presque" correspond exactement. On peut également se demander si "pour l'essentiel" doit être interprété quantitativement, qualitativement ou des deux manières.

15. Comme il a été noté au paragraphe 9 ci-dessus, il est dit aux alinéas 8 a) i) et b) que les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives sont éliminées pour l'essentiel des échanges, alors qu'à l'alinéa 8 a) ii) il est dit que les droits de douane et les autres réglementations sont identiques en substance. Dans le premier cas, il semble y avoir une échappatoire, dans la mesure où l'on peut justifier l'exclusion d'un ou de plusieurs secteurs. Dans le second, la disposition est axée sur les mesures (droits de douane et autres réglementations commerciales) et une certaine marge de variation semble permise pour tous les secteurs commerciaux.

16. On peut également se demander s'il faut établir, pour les expressions "pour l'essentiel" et "en substance" une définition ou un seuil numériques ou uniques. Il faudrait tenir compte des deux contextes très différents dans lesquels ces expressions sont utilisées (voir le paragraphe 15 ci-dessus). Si un seuil se justifie, on pourrait faire valoir qu'il devrait être différent dans chacune des deux situations. De plus, l'objet d'une union douanière qui est expressément "de faciliter le commerce entre les territoires constitutifs et non d'opposer des obstacles au commerce d'autres parties contractantes avec ces territoires" devrait aussi avoir une incidence sur l'examen de cette question.